

NOTES

PLAN BLEU



© Šibenik-Knin County

CRISE SANITAIRE EN MÉDITERRANÉE

Le Plan Bleu se devait de délivrer un point de vue sur les conséquences de l'épidémie du Covid-19 dans la Région, eu égard à son expertise plusieurs fois décennales sur l'environnement et le développement en Méditerranée. Il s'agit ici d'une analyse prudente quant aux conclusions car la crise sanitaire qui frappe les pays qui borde la mer méditerranée n'est pas terminée et les statistiques restent provisoires et parfois imparfaites.

En outre, la crise sanitaire est certes très différente des grandes questions d'environnement par essence complexes, multifactorielles, se déroulant sur le temps long, avec des risques d'irréversibilités majeures, mais ce sont les effets en cascade, parfois difficilement prévisibles, qui les rapprochent.

Pour analyser les conséquences de l'épidémie dans cette Région, il convient de distinguer trois temporalités différentes. D'abord celle des réponses immédiates au virus. Puis celle du déconfinement et de la confrontation aux conséquences économiques et sociales que ces réponses auront entraînées. Et enfin celle du moyen – long terme - avec la nécessité de construire des politiques à la fois plus durables et plus résilientes face aux fragilités que la crise actuelle aura à nouveau mise en évidence pour l'ensemble du territoire méditerranéen. L'enjeu majeur va être d'articuler le plus intelligemment possible ces trois temporalités.

Des effets contrastés selon les rives, touchant des pays fragiles

Les pays méditerranéens de la zone MENA et de la zone UE sont concernés de façon très inégale par le Covid-19 (tableau 1), avec des situations sérieuses dans trois pays Espagne, Italie et France qui cumulent à la mi-mai 2020 plus de 86 000 décès affectant en grande majorité des populations très âgées avec, par exemple un âge médian des décès de 84 ans en France et 74% de décès chez les plus de 75 ans¹, et, en Italie un âge moyen de 79,5 ans pour les personnes décédées². Les pays de la zone Sud et Est ainsi que ceux de la région des Balkans paraissent beaucoup moins affectés par la pandémie avec un facteur explicatif à trouver dans les structures démographiques : des populations âgées au nord (Italie 23,3% de plus de 65 ans et 20% en France et

en Espagne à comparer à l'Égypte : 5%, au Maroc 7,3%, à l'Algérie 8%, voire la Turquie 8,3%) mais ce constat est loin de tout démontrer. Des facteurs de comorbidité comme les maladies cardio-vasculaires, le diabète, l'obésité et l'hypertension sont avancés pour expliquer les taux de létalité. La densité de population, les formes urbaines, les pratiques sociales, la fermeture des frontières décidée très tôt, la présence ou non de « clusters » et le maintien d'un confinement strict pourraient éclairer les raisons de contagions plus ou moins fortes. Sur la rive Sud, les échanges aériens entre la Chine d'une part et l'Algérie et l'Égypte de l'autre sont susceptibles d'être à l'origine de cas de contaminations plus importants dans ces deux pays qu'ailleurs.

LES NOTES
DU PLAN BLEU

AUTEURS :

THIERRY LAVOUX,
JACQUES THEYS,
JEAN DE MONTGOLFIER
YVES HENOCQUE
(PLAN BLEU)

MAI 2020



CRISE SANITAIRE EN MÉDITERRANÉE

	Cas confirmés	Décès
Monde	4.444 670	302 493
Espagne	229 540	27 321
Italie	223 096	31 368
France	178 994	27 428
Turquie	144 749	4 007
Israël	16 579	265
Egypte	10 829	571
Maroc	6 607	190
Algérie	6 442	529
Grèce	2 770	156
Croatie	2 221	94
Slovénie	1 464	103
Bosnie	2 218	122
Tunisie	1 032	45
Chypre	907	17
Liban	886	26
Albanie	898	31
Malte	522	3
Montenegro	324	2
Monaco	96	1
Etat de Palestine	375	2
Libye	64	1

Tableau 1 : Covid-19 Situation au 15 mai 2020 (WHO, John Hopkins) ³

Pays	dépenses santé/PIB (%)	Dépenses de santé/habitant (\$/hab-2014)	Nombre de lits d'hôpital/1000 hab
Algérie	7,2	932	1,9
Maroc	5,9	447	1,1
Egypte	5,6	594	1,6
Israël	7,8	2 599	3,1
Tunisie	7	785	2,2
Italie	9,2	3 239	3,4
France	11,5	4 508	6,5
Espagne	9	2 966	3
Grèce	8,1	2098	4,3

Tableau 2 : Dépenses de santé et ratio décès/ population totale dans 9 pays de la Région méditerranéenne (Sources OMS, OCDE)

Cette crise sanitaire qui frappe une zone géographique qui cumule des conflits territoriaux, des guerres civiles et des situations économiques et sociales (taux de chômage élevé, économie informelle, accès aux soins contrasté et inégalités sociales importantes) préoccupantes a été prise en charge par les pays de la région selon des politiques différentes, mais un trait commun à l'ensemble des pays de la Méditerranée (sauf Israël) a été le manque de préparation à la crise et la difficulté à instaurer, comme en Corée, à Singapour ou à Taiwan une politique de tests et de détection systématique des personnes contaminées. L'épidémie n'a pas été anticipée, et cela témoigne d'une faiblesse plus générale, qui est, dans la plupart des pays, un manque d'attention aux situations de crise, à la prévention des risques majeurs, ou à l'anticipation des événements exceptionnels (hors des catastrophes naturelles - fréquentes en méditerranée). Un rapport publié fin 2019 – juste avant l'épidémie – par le World Travel and Tourism

Council – dans un secteur d'activité ⁴ qui concerne massivement la Méditerranée – mettait pourtant récemment en évidence l'importance décisive de la récurrence des crises (financières, sécuritaires, écologiques, pétrolières, géopolitiques, épidémiques, etc.) sur le développement d'un secteur comme le tourisme et cette observation pourrait être étendue à la plupart des activités. Or, constatait le même rapport, la plupart des pays ne sont pas préparés à ces situations exceptionnelles, les dispositifs de gestion de crises sont le plus souvent inadaptés, et la notion de résilience reste le plus souvent un mot d'ordre abstrait. Confrontés à leurs difficultés immédiates d'ordre économique ou social, nombre des pays méditerranéens n'ont pas les marges de manœuvre pour prendre en compte d'autres risques majeurs que les urgences (même s'ils peuvent entraîner des déstabilisations encore plus grandes), ni pour évaluer leurs vulnérabilités à ces risques.

3. La Syrie déclare 48 cas confirmés et 3 décès.

4. Le tourisme, représente un enjeu considérable pour les populations de cette zone largement « littoralisée » avec 18% du PIB pour la Grèce, 14,6 % pour l'Espagne, 17% et 14% pour la Tunisie pour ne citer que ces exemples.

Des conséquences économiques qui hypothèquent l'avenir

Aujourd'hui deux types de réactions nationales ont vu le jour qui illustrent les modes de gouvernance déjà connus. Au Nord des pays traditionnellement démocratiques et ouverts, soucieux de sauvegarder leur système de santé, ont dû s'adapter en contraignant leurs populations à se confiner et à arrêter de travailler, et au Sud de la région, les réponses ont traduit la composante largement autoritaire de certains pays avec de similaires obligations. Mais dans tous les cas de figures, l'accentuation des situations économiques délicates constatées avant l'irruption du coronavirus pourrait amplifier le choc de la crise sanitaire. C'est le cas du Liban, Etat failli qui avait annoncé l'impossibilité de rembourser sa dette publique début 2020 et c'est aussi le cas de l'Egypte et de la Tunisie avec des dettes publiques avoisinant 80 % du PIB et plus de 20% de chômage. La rive Nord n'est pas moins concernée, mais des pays comme la France, l'Italie ou l'Espagne vont pouvoir compter sur les aides considérables mobilisées par le MES (mécanisme européen de stabilité) et en général, avec l'hypothèse qu'une mutualisation de leurs dettes sera rendue possible.

L'Algérie dont les recettes proviennent pour 90% du commerce des hydrocarbures subit déjà de plein fouet la baisse considérable du prix du baril (30\$ pour un budget en escomptant 60\$) et par conséquent l'achat de la paix sociale par la redistribution de ces revenus ne devrait avoir qu'un temps. Ceci pourrait occasionner des troubles majeurs et encouragerait une émigration vers le Nord de populations de diplômés qui se sentent délaissés.

Pour l'Egypte, le Maroc, la Tunisie et la Turquie dont les revenus issus de l'activité touristique représentent respectivement 28%, 26% et 15% de leurs exportations⁵, la fermeture des frontières qui devrait durer encore plusieurs mois s'annonce catastrophique. Par exemple, si l'on se réfère à l'épisode des « printemps arabes » de 2011 en Tunisie et en Egypte, les conséquences sur la fréquentation touristique furent catastrophiques avec une baisse de 46% en Egypte et de plus de 20% en Tunisie au bénéfice de la France (+ 38,5%) et de l'Espagne (+ 25%)⁶

Dès lors, comment peut réagir le corps social faute de revenus non compensés par une aide internationale massive ou des aides bilatérales de pays alliés (on peut penser à l'aide récurrente de l'Arabie saoudite à l'Egypte)? Les révolutions arabes de 2011 sont-elles vraiment terminées si des perspectives de reconstruction économique ne surgissent pas rapidement dans un contexte où les marges de manœuvre budgétaires des Pays du Sud et de l'Est méditerranéen (PSEM) apparaissent mesurées ?

Pourtant, selon une étude de la BERD⁷ une résilience devrait intervenir dès 2021 à condition que les mesures contraignant l'économie soient levées au second semestre 2020. L'Egypte, malgré un tourisme largement affecté, pourrait afficher une croissance positive grâce aux grands projets publics et l'essor des télécommunications

(5,2% en 2021 contre 0,5% en 2020 et 5,6% en 2019). Selon la BERD il en serait de même de la Turquie dont le PIB pourrait atteindre 6% de croissance en 2021. Mais au total la Banque prévoit une sévère décroissance de l'économie de la zone en 2020 et un rebond en 2021 qui dépendra de la poursuite du libre-échange⁸.

Par ailleurs, les circuits d'alimentation de certains pays pourraient se trouver fragilisés dans un contexte de forte demande mondiale et donc de potentielles ruptures dans le commerce des céréales. Ainsi l'Egypte était le premier importateur mondial de céréales⁹, l'Algérie le troisième, la Turquie et le Maroc, se classant respectivement huitième et onzième. Déjà dans certains pays (Indonésie et Amérique du Sud) des pénuries alimentaires voient le jour qui pourraient frapper à leur tour les PSEM très sensibles à l'aléa climatique des récoltes.

Ne faut-il pas s'interroger sur la nécessité de politiques permettant, dans la rive sud, le maintien, voire le développement d'une agriculture et d'un élevage économiquement viable, afin d'éviter l'exode rural dans des zones littorales sous pression ?

L'environnement victime collatérale du Covid-19 ?

La forte diminution des recettes publiques dans tous les pays riverains de la Méditerranée consécutivement à la baisse des PIB et la fermeture des frontières pourrait être à l'origine d'une remise en question du respect des engagements sur l'environnement ou d'un abandon pur et simple des perspectives relatives à la « transition écologique ».

Distinguons schématiquement l'UE, son arsenal législatif, ses financements potentiellement disponibles à l'appui du « Green deal »¹⁰ lancé par la nouvelle Commission et le reste des pays de la Région liés, tout comme les EM de l'Union par la signature de la Convention de Barcelone et de ses protocoles dont l'irrespect ne débouche sur aucune sanction.

Pour les Etats-membres, la dépense publique et l'importance des dettes souveraines vont constituer d'insupportables boulets, même si des facilités de leur remboursement pourraient apparaître. Dans ces conditions, le « Green deal » pourrait difficilement s'inscrire dans l'agenda politique d'autant que les projets « soutenables » comme l'isolation des bâtiments ne se réaliseront que dans un calendrier peu compatible avec une relance d'une économie intense en emploi. Ainsi la transition risque-t-elle d'être hypothéquée par la baisse du soutien public qui devra être prioritairement redirigé vers des urgences « classiques ».

La situation incite d'autant moins à l'optimisme que les prix des carburants fossiles se sont effondrés pour plusieurs mois, voire plusieurs années selon les experts. Les investissements dans le secteur des ENR, vecteur de la transition, largement tributaires de subventions publiques ne vont-ils pas souffrir

5. ASCAME : Association des Chambres de Commerce et d'Industrie de la Méditerranée)

6. Plan Bleu

7. Nibal Zgheib « Egypt's growth to slow sharply in 2020 because of coronavirus pandemic »

8. Selon l'économiste en chef de la BERD Beata Javorkic en mai 2020.

9. Egypte : 12 Mt, Algérie 8 Mt, Turquie 5,8 Mt, Maroc 4,9Mt (source Argo-chart 2017-2018)

10. "Green Deal" faire une note en bas de page ainsi rédigée: Le Green New Deal (Pacte vert) européen est un ensemble d'initiatives politiques proposées par la Commission européenne pour rendre l'Europe climatiquement neutre en 2050.

CRISE SANITAIRE EN MÉDITERRANÉE

d'une mise en concurrence avec le pétrole, le gaz et le charbon proposés à bas prix ? Pour compenser cette mise en concurrence « déloyale », certains experts européens émettent l'idée peu nouvelle d'un prix du carbone élevé (avec un plancher de 50\$) pour reconstituer un signal-prix qui éviterait le retour des fossiles dans le mix européen. Mais cette proposition n'intègre pas le coût social du mécontentement qui s'en suivrait (la crise des « gilets jaunes » en France) à un moment où les ménages devront faire face au chômage et au renchérissement des prix de l'alimentaire.

Pour les PSEM, la situation économique et sociale (chômage endémique, démographie en Egypte, en Algérie et en Israël (taux de fertilité de respectivement 3,21 ; 2,71 et 3,11) déjà difficile va être confrontée à la probable baisse des investissements étrangers et à des recettes des exportations revues à la baisse (tourisme et ressources fossiles pour les pays producteurs).

Dans ces conditions y-a-t-il la place pour le maintien d'une vigilance environnementale (stabilité des financements publics et gouvernance maintenue) ou faut-il envisager un recul des politiques publiques relevant de ce domaine ?

Le dernier rapport sur l'état de l'environnement et du développement du Plan Bleu¹¹ met en lumière les défaillances de systèmes de gouvernance dans plusieurs pays (police de l'environnement inopérante, mise en oeuvre de la législation problématique) et les questions de pollution dues aux failles de la collecte et du traitement des déchets domestiques et industriels ou des systèmes d'assainissement et d'épuration à rénover ou à compléter. Il souligne également les efforts à consentir dans deux domaines clés : la préservation de la biodiversité avec une pression urbaine considérable qui souvent la met en danger, et le changement climatique avec des politiques d'adaptation et d'atténuation largement améliorables.

Au total, il existe un risque important que l'environnement subisse les contre coups de la crise économique qui a commencé – comme ce fut presque toujours le cas dans une situation comparable et se marginalise en dépit des urgences. Mais d'autres priorités vont s'imposer dans les calendriers politiques, dont la santé, mais aussi toutes les urgences économiques, sociales, monétaires ou budgétaires (réduction des dettes). Les politiques de transition engagées dans les années récentes risquent d'être suspendues. Des pressions vont aussi certainement s'exercer pour assouplir les réglementations existantes et des investissements relatifs aux énergies renouvelables, au traitement de l'eau et des déchets pourraient être reportés ou sacrifiés.



En guise de conclusion : parer au plus pressé au plan économique et sauvegarder les acquis environnementaux

Pour beaucoup de pays l'intensité de la reprise économique va dépendre de la relance ou pas du tourisme international à l'été 2020. Une des conséquences de cette crise sera d'avoir rendu - plus que jamais auparavant – concrète la dépendance d'une grande partie des pays méditerranéens (et encore plus, bien évidemment, de leurs territoires côtiers) par rapport au tourisme - qui, rappelons-le, représente entre 15 et 25 % du PNB pour des pays comme la Grèce, la Croatie, l'Espagne, l'Italie, Chypre, le Monténégro, le Maroc, la Tunisie, le Liban, la Jordanie, l'Albanie, 9 à 12% pour les autres ... On peut aussi espérer qu'elle mette en évidence les interdépendances économiques et logistiques - pas toujours perçues - qui existent entre le nord et le sud de la Méditerranée. Il n'y aura pas de sortie de cette crise sans coopération renforcée entre les pays – et cela vaut à la fois au sein de l'espace méditerranéen et à une échelle plus large.

Pour les enjeux écologiques, beaucoup dépendra de la volonté des gouvernements et des territoires de continuer à les prendre en compte. La demande sociale jouera aussi un rôle important, la crise sanitaire et l'arrêt des activités qui s'en est suivi a, au moins dans les pays du nord, renforcé l'attachement à la nature et accru les exigences sur les produits importés. En méditerranée la protection de l'environnement s'appuie sur la Convention de Barcelone et ses protocoles respectés avec plus ou moins de rigueur et de volonté mais en dépit des vicissitudes, des conflits, le Plan d'Action pour la Méditerranée (PAM) est resté une sorte de fil conducteur pour une partie des pays qui font face à des enjeux environnementaux communs. A ce titre, il est important que ce dernier anticipe et suive la mise en place des plans de relance, travaille sur les co-bénéfices entre environnement et économie-emploi, en proposant des programmes précis et réalistes et, éventuellement, en définissant des critères de conditionnalité des aides : protections absolues, limites à ne pas dépasser, réglementations ou objectifs minimaux à respecter, etc.

11. UNEP/MAP/Plan Bleu (2020). « Report on the State of the Environment and Development in the Mediterranean. »

CRISE SANITAIRE EN MÉDITERRANÉE

Les Etats-membres de l'UE devraient, grâce à l'effet cliquet de l'« acquis communautaire » assurer un continuum écologique sans qu'il soit question d'envisager dans la période proximale des avancées conséquentes. Les autres pays seront plus que jamais tributaires des aides internationales pour tenir les engagements pris dans le cadre des Conventions (Barcelone, accords de Paris, Aïchi, etc...)

A moyen terme, la logique voudrait que la coopération Euro-méditerranéenne renaisse de ses cendres pour poursuivre un double objectif : celui d'une stabilité du Maghreb pour contenir l'émigration qui en provient, y compris celle d'origine sub-sahélienne et pour contenir l'influence de la Chine qui en posant ses pions en Algérie et en Egypte entend poursuivre des investissements, portuaires entre autres, s'affranchissant de la protection de l'environnement. C'est aussi la possibilité de remettre les questions environnementales au cœur de cette indispensable coopération.

Dans ce contexte à la fois défavorable mais aussi susceptible d'offrir des opportunités d'ouverture, trois thématiques pourraient monter en puissance dans la Région : le tourisme durable, le changement climatique et l'instrumentation économique (fiscalité, tarification) de façon à amorcer un modèle de transition écologique fondé sur la solidarité et l'échange de bonnes pratiques pour un 'développement durable fort ¹².

- Pour le tourisme « durable » le modèle à redéfinir ou à consolider pourrait s'ancrer sur l'idée que le moment est venu de reconsidérer en profondeur cette activité dont de nombreux emplois locaux dépendent. En cette période de remise en question de la mobilité, certains pays pourraient questionner cette forte dépendance assimilable à une économie « rentière ». Une des clés pourrait venir de l'agriculture locale dont la production est devenue cruciale pour l'approvisionnement régulier de la population. A terme il s'agirait de trouver un équilibre judicieux entre la sécurité alimentaire et un tourisme plus proximal. L'application du protocole de Madrid « Gestion intégrée des zones côtières (GIZC) ¹³ revêt à cet égard une importance capitale pour contrôler la croissance du tourisme et garantir davantage d'espaces ouverts. Son récent 'cadre régional commun' ¹⁴, adopté lors de la COP de décembre 2019, permet de le faire en cohérence avec l'ensemble des engagements et protocoles du PAM.
- En second lieu le changement climatique qui va affecter intensément cette zone doit guider les choix d'urbanisation, d'aménagement territorial et les inflexions relatives à la production d'énergie comme l'indiquent les derniers travaux du Medecc ¹⁵ dont l'UpM et le Plan Bleu gèrent les activités.

- Enfin, dans une période où les ressources budgétaires seront plus que jamais comptées, comment ne pas imaginer des leviers économiques avec une tarification minimum des prélèvements sur le capital naturel avec des exonérations de charges ? La baisse du coût de l'énergie issue de la baisse des prix des fossiles pourrait être l'occasion de diminuer les subventions néfastes à l'environnement pour les redistribuer différemment (fiscalité écologique).

De façon pragmatique et plus modestement sans doute, comment ne pas souhaiter que les pays riverains se fixent un objectif de renforcement de leur système d'information sur l'environnement et le développement durable dont la robustesse est le gage d'une participation éclairée des citoyens à la décision.

Enfin les échanges de bonnes pratiques suscitant la résilience aux risques sanitaires et écologiques ¹⁶ pourraient être accompagnés dans le cadre d'une plateforme associant les collectivités, les entreprises, les associations, et ce grâce à des financements bilatéraux. A terme, l'enjeu est celui d'un système d'échange intraméditerranéen sur les dispositifs de prévention des risques majeurs et de préparation aux crises dont le développement des politiques locales de résilience.

Le Plan Bleu travaille actuellement, en collaboration avec les composantes du Plan d'Action pour la Méditerranée et ses partenaires, sur un exercice de prospective méditerranéenne nouveau : "MED 2050". Fondé sur un réseau d'intelligence collective composé de scientifiques, décideurs et acteurs des territoires méditerranéens, l'exercice vise, à travers une plateforme d'échanges interactive et des ateliers thématiques, à faire émerger des visions contrastées de l'avenir et des transitions concrètes. Cette démarche collective de prospective est un pas en avant certain, permettant de répondre aux objectifs mentionnés précédemment (renforcement de la coopération entre les pays méditerranéens, participation active des citoyens, échanges de bonnes pratiques, mise en place de dispositifs communs de prévention des risques et de préparation aux crises).

Des raisons d'être optimiste : vers une réduction des fragilités méditerranéennes ?

Mais la crise actuelle peut surtout être vue comme une opportunité pour prendre conscience de la très grande fragilité du développement dans l'espace Méditerranéen, et de remettre les pays qui le composent sur des trajectoires plus durables et résilientes aux chocs externes. Ce n'est pas un hasard si trois des cinq pays du monde les plus touchés par le coronavirus dans le Monde sont situés dans cette région, et si même ceux qui sont beaucoup moins affectés vont devoir affronter des situations économiques extrêmement difficiles. La méditerranée et sans doute l'une des régions du monde la plus vulnérable et ceci pour de multiples raisons : une situation géographique qui l'expose beaucoup plus qu'ailleurs aux bouleversements de l'environnement (effet

12. Jacques Theys et Clémence Guimont. 2019. « Nous n'avons jamais été 'soutenable' : pourquoi revisiter aujourd'hui la notion de durabilité forte ? » Développement durable et territoires. Vol. 10, N°1, Avril 2019.

13. « Gestion intégrée des zones côtières » protocole à la Convention de Barcelone adopté le 11 janvier 2008 à Madrid. Voir en particulier son article 18.

14. Common Regional Framework for Integrated Coastal Zone Management. PAM-PAP/RAC. 2020

15. Réseau d'experts méditerranéens sur les changements climatiques et environnementaux (MedECC).

16. On pense ici à la gestion des zones côtières face au risque climatique

CRISE SANITAIRE EN MÉDITERRANÉE

de serre , raréfaction des ressources...), une dépendance des pays à quelques mono activités (tourisme, pétrole et gaz, textiles,...) des inégalités croissantes, des instabilités politiques majeures, une saturation du littoral, une démographie croissante, un chômage des jeunes structurel et une coopération insuffisante.

Venant après d'autres crises, celle du coronavirus peut avoir comme conséquence très positive de faire prendre conscience de la nécessité de réduire quelques-unes de ces vulnérabilités structurelles. C'est en particulier le cas dans le domaine du tourisme – où la catastrophe actuelle pourrait accélérer les transitions déjà amorcées pour faire face aux critiques faites au tourisme de masse (symbolisé par les grands navires de croisière) et réduire les situations de dépendance excessive.

Développer la résilience et la coopération à l'échelle des territoires ou des collectivités est une des solutions possibles - et beaucoup de sociétés méditerranéennes ont démontré pendant la première phase de la crise beaucoup de capacités dans ce sens¹⁶. Mais cela ne suffira pas pour faire face aux chocs qui risquent de se succéder après celui du coronavirus. Il faudra dans tous les domaines d'activité imaginer – beaucoup plus que cela n'est déjà fait - les modes de développement en rupture qui permettront d'éviter à l'avenir des impasses ou des situations de catastrophe impossibles à surmonter. Or on sait maintenant à l'expérience que la meilleure solution pour réduire ces risques d'impasse ou de catastrophe – tout en améliorant les conditions de vie présentes - c'est d'évoluer aussi rapidement que possible vers des solutions plus écologiques.

C'est la définition et l'objet même du développement durable - qui est finalement très proche d'une prévention intelligente des risques majeurs, dont ceux de pandémie¹⁷? Et c'est un des rôles importants du PAM de favoriser ces transformations structurelles – sans lesquelles les objectifs qui sont les siens ne pourront être atteints.

¹⁶. Voir, par exemple, la capacité qu'a eu la Maroc à fabriquer des masques dans des délais très rapides.

¹⁷. Voir Jacques Theys, « Nous n'avons jamais été soutenables : pourquoi revisiter aujourd'hui la notion de durabilité forte ? » Revue Développement durable et Territoires, 2019.

